

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix huit le 11 décembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 5 décembre 2018, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme MARECHAL, M. BAILLARGEAT, M. VERDIER, Mme DUBOURG, M. GEDON, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Mme BAYLE, M. BODIN, Mme QUERAL, M. CASTETS, M. GABARD, Mme BERTHIOT, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. ELIAS à M. GEDON, Mme LANDAIS à Mme QUERAL, M. MONMARCHON à M. RIMARK

Etaient excusés:

M. INOCENCIO, Mme HOLGADO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme HIMPENS est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 22

Conseillers votants : 25

Pour : 25

Contre : 0

Abstention : 0

13 – VENTE D'UNE PARCELLE A ' LA CAVE NORD '

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Le conseil municipal délibère sur la gestion des biens et des opérations immobilières.

La ville est propriétaire de la parcelle cadastrée AP 263, située à « la Cave Nord ».

Par courrier, Mme et M POYER, propriétaires d'une parcelle voisine, ont fait part de leur souhait de se porter acquéreurs d'une partie de cet espace soit une superficie de 2 a 40 ca.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, les seuils réglementaires de consultation du service des domaines ont évolué et celui concernant les acquisitions est désormais porté à 180 000 € (contre 75 000 € auparavant).

Après négociation, le prix d'acquisition de ce terrain a été arrêté à 500 €.

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser M le Maire à :

- vendre cette parcelle d'une superficie de 2 a 40 ca à Mme et M POYER au prix de 500 €
- signer tous les documents afférents à cette opération.

Les crédits sont prévus au budget principal M14, chapitre 024 article 024.

La commission n°3 (Politique de la ville-Urbanisme-Patrimoine) s'est réunie le 7 décembre et a émis un avis favorable.

Fait et adopte à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu

à la Sous-Préfecture le 17/12/18

Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-

20181211-56740-DE-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

